



## Interview de Bernard LAYRE

*Bernard LAYRE est ancien président Jeunes Agriculteurs (syndicat agricole français), chargé de mission auprès du ministre français de l'agriculture*

### **Est ce que la hausse des prix va se poursuivre et profiter aux agriculteurs des pays du Sud?**

Il est difficile de lire dans le marc de café pour savoir si les prix agricoles vont poursuivre leur évolution. Mais la demande, elle, est croissante, ce qui laisse présager à moyen terme une conjoncture de prix favorable pour les producteurs.

Les paysans du Sud (ou du Nord) ne peuvent se satisfaire de cette situation: il faut anticiper. Ils ne pourront jamais maîtriser certains facteurs (aléas climatiques principalement) et par conséquent assurer une production constante et suffisante pour répondre aux besoins de la population. Aussi, des outils communautaires de gestion de stocks et de régulation des marchés s'imposent. Ils contribueront au développement agricole des pays qui en ont le plus besoin.

Compte tenu des risques sanitaires grandissants et, de la diversité des normes sociales et environnementales en vigueur dans chaque pays, des critères doivent être érigés au sein de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) pour garantir une équité de traitement. Et ce, en prenant en compte les attentes sociétales.

### **A quelles conditions les paysans du Sud peuvent augmenter leurs productions ?**

Plusieurs éléments sont nécessaires pour permettre l'augmentation de la production :

- la maîtrise de la ressource en eau;
- l'organisation des producteurs et de la production;
- le développement de microcrédits pour permettre l'investissement productif;
- des partenariats avec des producteurs du Nord pour bénéficier de leur expérience;
- d'une réglementation nationale et internationale qui concourent à l'autosuffisance alimentaire.

### **Les producteurs ont besoin de prix stables et élevés. Les Etats sont confrontés aux besoins des consommateurs au pouvoir d'achat parfois très faible. Comment concilier ces intérêts apparemment divergents ?**

Non, les intérêts entre les producteurs et les consommateurs ne sont pas divergents. Cependant, l'expérience nous apprend qu'une augmentation du prix des matières premières a un impact non négligeable sur les prix à la consommation. En revanche, lorsque le prix payé au producteur est divisé par deux voire plus, le consommateur n'en bénéficie jamais (à titre d'exemple: l'effondrement des prix des bovins payés aux producteurs lors des différentes crises de l'ESB – encéphalopathie spongiforme bovine – n'a pas été répercuté au niveau du consommateur).

Pour être moins soumis aux "lois" de l'agro-industrie et de la grande distribution, organiser et concentrer l'offre est pour les producteurs une question vitale. Une telle opération leur permettrait de concilier leurs intérêts avec ceux des consommateurs.

La question agricole et alimentaire ne doit plus être traitée comme le textile, les chaussures, l'automobile ou les transports aériens. Elle doit avoir une place à part et unique, dissociée des autres sujets, au sein des négociations internationales. Il est urgent d'établir des règles au niveau mondial permettant une gestion durable et soucieuse de l'approvisionnement alimentaire des hommes sur l'ensemble de la planète.